

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 2602

[C — 2003/29206]

**23 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 16, § 2, 17, § 3, 18, 19, 25, § 2, 26, § 2, 27, § 3, 28, 29, 35, § 2, 36, § 3, 37, 38 et 51;

Vu le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions de pilotage créées par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement des groupes de travail prévus par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mars 1999 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions des programmes de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 avril 1999 relatif à la diffusion des outils pédagogiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 1999 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions des outils d'évaluation de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et à la diffusion des outils d'évaluation;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 29 août 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 19 septembre 2002;

Vu l'avis n° 34.334/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 décembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique, du Ministre chargé de l'Enseignement fondamental et du Ministre qui a le pilotage dans ses attributions;

Après délibération;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le secrétariat de la Commission de pilotage est établi au sein du Service général des Affaires générales, de la Recherche en éducation et du Pilotage interréseaux. Il est composé :

1° de membres du personnel administratif de ce service général;

2° de 11 chargés de mission au moins mis à la disposition par le Gouvernement, prélevés sur le volume global fixé conformément à l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

3° de 3 chercheurs en sciences de l'éducation au moins mis à la disposition de l'administration par les Universités dans le cadre de conventions conclues entre les Universités et le Gouvernement de la Communauté française.

Les membres du personnel administratif du Service général précité sont chargés de l'organisation et de la coordination administrative des décisions prises par la Commission de pilotage et des activités qui en découlent.

Les chargés de mission et les chercheurs sont affectés aux tâches requises par la Commission en vertu des articles 3 et 4 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française et notamment :

1° l'instruction et la préparation des dossiers traités par les groupes de travail et les Commissions des outils d'évaluation visés aux articles 16,19,25,26,29,35,38 et 52 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° les tâches d'analyse, d'étude et de synthèse que la Commission de pilotage définit;

3° l'appui scientifique à l'élaboration des évaluations externes visés à l'article 3, 7°, du décret du 27 mars 2002 précité.

**Art. 2.** Les services de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, notamment son service d'inspection, le Directeur général de l'enseignement obligatoire et le Directeur général de l'enseignement non obligatoire, apportent leur assistance à la Commission de pilotage sur instruction de l'Administrateur général.

Le Secrétaire général donne instruction aux autres services relevant de son autorité lorsque la Commission de pilotage requiert leur assistance.

Les services, organes et organismes relevant de la Communauté française, assurant une mission en rapport avec les compétences de la Commission, lui apportent leur assistance soit à la demande de son Président soit sur la base d'accords conventionnels conclus entre eux et le Gouvernement de la Communauté française ou son fonctionnaire délégué.

**Art. 3.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement des groupes de travail prévus par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est modifié comme suit :

1° dans l'article 1<sup>er</sup>, sont apportées les modifications suivantes :

a) le point 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° la Commission de pilotage : la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française »

b) les points 4° et 5° sont abrogés;

c) le point 6° devient le point 4°;

2° l'article 9 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Le secrétariat des groupes de travail est assuré par des membres du personnel du Service général des Affaires générales, de la Recherche en éducation et du Pilotage de l'enseignement ou par des chargés de mission visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2003 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Commission de Pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

3° dans l'article 12, les mots « aux membres du bureau de la commission commune » sont remplacés par « au président de la Commission de pilotage »;

4° dans l'article 14, le mot « concernée » est supprimé.

**Art. 4.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mars 1999 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions des programmes de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire est modifié comme suit :

1° l'article 6 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Le secrétariat des commissions et des sous-commissions des programmes et de leurs groupes de travail est assuré par des membres du personnel du Service général des Affaires générales, de la Recherche en éducation et du Pilotage de l'enseignement ou par des chargés de mission visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2003 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Commission de Pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

2° dans l'article 8, les mots « aux membres du bureau de la commission commune de pilotage » sont remplacés par « au président de la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française »;

3° dans l'article 9, les mots « la commission commune de pilotage » sont remplacés par « la Commission de pilotage »;

4° dans l'article 13, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par l'alinéa suivant : « les commissions des programmes transmettent leur rapport d'activités au Ministre et à la Commission de pilotage ».

**Art. 5.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 avril 1999 relatif à la diffusion des outils pédagogiques est modifié comme suit :

1° dans l'article 3, les mots « la commission commune de pilotage » sont remplacés par les mots « la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française »;

2° dans l'article 6, les mots « la commission commune de pilotage » sont remplacés par les mots « la Commission de pilotage ».

**Art. 6.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 1999 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions des outils d'évaluation de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et à la diffusion des outils d'évaluation est modifié comme suit :

1° l'article 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le secrétariat des commissions et sous-commissions et de leurs groupes de travail est assuré par les membres du personnel du Service général des Affaires générales, de la Recherche en éducation et du Pilotage de l'enseignement ou par les chargés de mission visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

2° dans l'article 7, les mots « la commission commune de pilotage » sont remplacés par les mots « la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française »;

3° dans l'article 8, les mots « les commissions de programmes » sont remplacés par « les commissions des outils d'évaluation » et les mots « la commission commune de pilotage » sont remplacés par les termes « la Commission de pilotage »;

4° dans l'article 10, 1°, les mots « les membres des Comités d'accompagnement de ces recherches sont désignés par le Ministre de l'Éducation ou son délégué sur proposition de la commission commune de pilotage » sont supprimés.

**Art. 7.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions de pilotage créées par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est abrogé.

**Art. 8.** Le Ministre de la Fonction publique, le Ministre chargé de l'Enseignement fondamental et le Ministre ayant le pilotage dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 janvier 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire  
et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 2602

[C — 2003/29206]

**23 JANUARI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op de artikelen 16, § 2, 17, § 3, 18, 19, 25, § 2, 26, § 2, 27, § 3, 28, 29, 35, § 2, 36, § 3, 37, 38 en 51;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van 29 oktober 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de sturingscommissies opgericht krachtens het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het besluit van 29 oktober 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de werkgroepen bedoeld bij het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het besluit van 19 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de programmacommissies voor het basisonderwijs en het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van 23 april 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de verspreiding van de pedagogische werkmiddelen;

Gelet op het besluit van 16 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de commissies voor de evaluatiemiddelen in het basisonderwijs en in het secundair onderwijs en de verspreiding van de evaluatiemiddelen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 augustus 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 september 2002;

Gelet op het advies nr. 34.334/2 van de Raad van State, gegeven op 4 december 2002, met toepassing van artikel 84, lid 1,1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken, de Minister belast met het Basisonderwijs en de Minister tot wiens bevoegdheid de sturing behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het secretariaat van de Sturingscommissie wordt ingesteld binnen de Algemene Dienst van de Algemene Aangelegenheden, het Onderzoek in opvoeding en de Sturing tussen de netten. Het bestaat uit :

1° leden van het administratief personeel van deze algemene dienst;

2° ten minste 11 opdrachthouders ter beschikking gesteld door de Regering, getrokken uit het globaal volume vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

3° ten minste 3 navorsers in opvoedingswetenschappen ter beschikking van de administratie gesteld door de Universiteiten in het kader van overeenkomsten gesloten tussen de Universiteiten en de Regering van de Franse Gemeenschap.

De leden van het administratief personeel van de voormelde Algemene Dienst zijn belast met de organisatie en de administratieve coördinatie van de beslissingen van de Sturingscommissie en met de activiteiten die eruit voortvloeien.

De opdrachtgelastigden en de navorsers worden aangewezen voor de door de Commissie vereiste taken krachtens de artikelen 3 en 4 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap en inzonderheid voor :

1° het onderzoeken en de voorbereiding van de dossiers behandeld door de werkgroepen en de Commissies voor de evaluatiemiddelen bedoeld bij de artikelen 16, 19, 25, 26, 29, 35, 38 en 52 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2° de taken inzake ontleding, bestudering en synthese, die door de Sturingscommissie bepaald worden;

3° de wetenschappelijke steun voor het ontwerpen van de externe evaluaties, bedoeld bij artikel 3, 7° van het voornoemd decreet van 27 maart 2002.

**Art. 2.** De Diensten van het Algemeen Bestuur voor het Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek, inzonderheid zijn inspectiedienst, de Directeur-generaal van het verplicht onderwijs en de Directeur-Generaal van het niet-verplicht onderwijs helpen de Sturingscommissie op dienstorder van de Administrateur-Generaal.

De Secretaris-generaal geeft instructies aan de andere diensten die onder zijn bevoegdheid vallen wanneer de Sturingscommissie hun bijstand vraagt.

De diensten, organen en organisaties die afhangen van de Franse Gemeenschap en die een opdracht vervullen in verband met de bevoegdheden van de Commissie, bieden hulp aan de Commissie ofwel op het verzoek van haar voorzitter, ofwel op basis van conventionele akkoorden gesloten tussen hen en de Regering van de Franse Gemeenschap of haar afgevaardigd ambtenaar.

**Art. 3.** Het besluit van 29 oktober 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de werkgroepen bedoeld bij het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren wordt als volgt gewijzigd :

1° aan artikel 1 worden de volgende wijzigingen gebracht :

punt 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de Sturingscommissie : de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap »

punten 4° en 5° worden opgeheven;

punt 6° wordt punt 4°;

2° artikel 9 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. Het secretariaat van de werkgroepen wordt waargenomen door personeelsleden van de Algemene Dienst van de Algemene Aangelegenheden, het Onderzoek inzake opvoeding en de Sturing van het onderwijs of door opdrachtgelastigden bedoeld bij artikel 1 van het besluit van 23 januari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

3° in artikel 12 worden de woorden «aan de leden van het bureau van de gemeenschappelijke commissie » vervangen door de woorden « aan de voorzitter van de Sturingscommissie »;

4° in artikel 14 wordt het woord « betrokken » doorgehaald.

**Art. 4.** Het besluit van 19 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de programmacommissies voor het basisonderwijs en het secundair onderwijs wordt als volgt gewijzigd :

1° artikel 6 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. Het secretariaat van de commissies en de ondercommissies wordt verzekerd door personeelsleden van de Algemene Dienst van de Algemene Aangelegenheden, het Onderzoek inzake opvoeding en de Sturing van het onderwijs of door opdrachtgelastigden bedoeld bij artikel 1 van het besluit van 23 januari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

2° in artikel 8 worden de woorden « aan de leden van het bureau van de gemeenschappelijke commissie voor sturing » vervangen door de woorden « aan de voorzitter van de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap »;

3° in artikel 9 worden de woorden «de gemeenschappelijke commissie voor sturing » vervangen door de woorden « de Sturingscommissie »;

4° in artikel 13, worden leden 2 en 3 vervangen door het volgend lid : » de programmacommissies zenden hun activiteitenverslag naar de Minister en de Sturingscommissie ».

**Art. 5.** Het besluit van 23 april 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de verspreiding van de pedagogische werkmiddelen wordt als volgt gewijzigd :

1° in artikel 3 worden de woorden «de gemeenschappelijke commissie voor sturing » vervangen door de woorden « de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap »;

2° in artikel 6 worden de woorden « de gemeenschappelijke commissie voor sturing » vervangen door de woorden « de Sturingscommissie ».

**Art. 6.** Het besluit van 16 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de commissies voor de evaluatiemiddelen in het basisonderwijs en in het secundair onderwijs en de verspreiding van de evaluatiemiddelen wordt als volgt gewijzigd :

1° artikel 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. Het secretariaat van de commissies en de ondercommissies en van hun werkgroepen wordt verzekerd door de personeelsleden van de Algemene Dienst van de Algemene Aangelegenheden, het Onderzoek inzake opvoeding en de Sturing van het onderwijs of door opdrachtgelastigden bedoeld bij artikel 1 van het besluit van .....van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

2° in artikel 7 worden de woorden « de gemeenschappelijke commissie voor sturing » vervangen door de woorden « de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap »;

3° in artikel 8 worden de woorden « de programmacommissies » vervangen door de woorden « de commissie voor de evaluatiemiddelen » en de woorden « de gemeenschappelijke commissie voor sturing » vervangen door de woorden « de Sturingscommissie ».

4° in artikel 10, 1° worden de woorden « de leden van de Sturingscomités van deze opzoekingen worden aangesteld door de Minister van Opvoeding of zijn gemachtigde op de voordracht van de gemeenschappelijke commissie voor sturing » worden geschrapt.

**Art. 7.** Het besluit van 29 oktober 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de sturingscommissies opgericht krachtens het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt opgeheven.

**Art. 8.** De Minister van Ambtenarenzaken de Minister belast met het Basisonderwijs en de Minister tot wiens bevoegdheid de sturing behoort, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 januari 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,  
De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de Oprachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

---

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 2603

[C — 2003/29205]

#### 13 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de pilotage

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, notamment l'article 5;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Après délibération;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur de la Commission de pilotage, ci-annexé, est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 février 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'ONE

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

---

#### Annexe

#### **Règlement d'ordre intérieur de la Commission de pilotage du système éducatif de la Communauté française**

Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup> La Commission de pilotage, ci-après dénommée la Commission, se réunit au moins six fois par an.

§ 2. Les réunions se tiennent à l'initiative du Président ou de son délégué.

§ 3. Le Président convoque également une réunion de la Commission à la demande écrite d'un tiers des membres qui la composent ainsi qu'à la demande du Gouvernement ou d'un de ses membres. La demande, adressée au Président, précise le ou les points à inscrire à l'ordre du jour.

§ 4. Sauf urgence dûment motivée, la Commission ne se réunit pas entre le 15 juillet et le 16 août.

Art. 2. § 1<sup>er</sup> Les points inscrits à l'ordre du jour sont fixés par le président qui agit soit :

1° d'initiative;

2° en exécution de décisions antérieures de la Commission;

3° à la demande écrite d'un membre du Gouvernement;

4° à la demande écrite d'un membre effectif. Sa demande doit être adressée au Président avant le cinquième jour ouvrable qui précède la réunion. L'ordre du jour ainsi complété est communiqué immédiatement, le cas échéant par télécopie ou courrier électronique, aux membres et aux suppléants;

5° à la demande du président d'un groupe de travail, d'une des commissions de programmes, d'une des commissions des outils d'évaluation visés aux articles 16, 25, 26, et 35; 17, 27, 36 et 50; 19, 29, 38 et 52 du décret "missions".

§ 2. La Commission ne peut délibérer que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Toutefois, à l'unanimité des membres présents, un point peut être ajouté à l'ordre du jour en séance.